

NOTE D'ANALYSE

IMPACTS ÉCONOMIQUES DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 SUR LE GABON



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

▶ CONJONCTURE INTERNATIONALE

L'économie mondiale traverse une période de turbulence importante et l'une des plus pré-occupantes depuis la crise financière mondiale de 2008. Si jusqu'à décembre 2019, les incertitudes sur la conjoncture économique mondiale étaient essentiellement liées à la guerre commerciale entre les deux grandes puissances économiques (Etats-Unis et Chine) et aux conséquences du Brexit, la propagation du Covid-19 ou coronavirus constitue désormais la principale menace pour l'économie mondiale.

La réaction de la quasi-totalité des pays était d'adopter des **mesures sanitaires** strictes qui ont eu pour conséquence la baisse globale de la demande mondiale. L'un des effets de cette baisse est l'abondance de l'offre sur les marchés pétroliers avec pour corollaire la chute continue des cours du baril (-31,9% entre janvier et mai 2020). Les incertitudes de l'économie mondiale ont conduit également le FMI à réviser à plusieurs reprises (3 fois en mars) les prévisions de l'économie mondiale.

▶ IMPACT ESTIMÉ SUR LA CROISSANCE & SECTEURS AFFECTÉS

Compte tenu de sa structure, l'économie gabonaise subirait un choc lié d'une part, à la chute de la demande mondiale de nos principaux produits d'exportation et d'autre part, à la baisse des cours de ses matières premières.

En effet, la Chine, premier partenaire économique du Gabon depuis 6 ans (46,8% du commerce extérieur en 2019) et premier acheteur du bois gabonais (37,2% en 2019) et du manganèse (+72,2% en 2019) connaîtrait un ralentissement important de son activité économique (+1,9% contre 5,8% initialement prévu).

La France, deuxième partenaire économique du Gabon (9,0% de part de marché en 2019) et principal acheteur de son caoutchouc et de son bois, devrait être en récession en 2020. La Belgique, troisième partenaire économique du Gabon (5% des parts de marché), serait également en récession.

Après avoir connu une hausse de +3,9% en 2019, **l'activité économique nationale** devrait baisser de **0,2%** en 2020. Le repli de l'activité économique serait consécutif aux effets conjoints des chocs extérieurs et intérieurs.

En effet, après avoir observé un ralentissement de son activité, le Gabon a enregistré une forte reprise de son activité économique en 2019 aussi bien dans le secteur pétrolier (+13%) que dans le hors pétrole (+2,9%). Cependant, la baisse des cours des matières premières, la contraction de l'activité économique mondiale et l'application de mesures internes vi-



sant à lutter contre le Covid-19 entrainerait à une croissance économique négative en 2020 **(-0,2%)**. Cette baisse s'expliquerait par les contre-performances aussi bien du secteur pétrolier (-4,5% contre +13% en 2019) que du secteur hors pétrole (+0,3% contre +2,9% en 2019). L'activité devrait ralentir dans le secteur primaire (+0,4% contre +12,3% en 2019) et baisser dans les secteurs secondaire (-1,9% contre +1,5% en 2019) et tertiaire (-0,2% contre +4,1% en 2019).

Dans le secteur primaire, en lien avec le déclin des champs matures et la chute du prix du baril, le pétrole brut connaîtrait une baisse de son activité de **4,5%** en 2020, comparativement à l'année 2019 qui a enregistré une amélioration de 13%. L'activité du manganèse serait en repli de **1,8%** en raison d'une forte baisse des prix du minerai de manganèse et d'une contraction de la demande sur le marché sidérurgique. La croissance de l'exploitation forestière serait de **(-8,3%)** suite au repli de la demande des industries locales en grumes de bois.

Dans le secteur secondaire, l'activité de l'industrie du bois se contracterait de **10,4%** en raison de la baisse de la demande extérieure, principalement en provenance de la Chine et de la zone euro.

Enfin, les services et le commerce enregistreraient des taux de croissance négatifs de **-2,1%** et **-1,9%** en lien avec le ralentissement global de l'activité et les mesures de lutte contre le Covid-19 (confinement partiel, fermeture des restaurants, hôtels, etc.).

IMPACT ESTIMÉ SUR LES FINANCES PUBLIQUES

Après avoir effectué des efforts de consolidation des finances publiques avec un retour à l'équilibre en 2019 (+1,1% du PIB), la situation devrait se dégrader en 2020. **Le déficit public** qui pourrait être **supérieur à 5%** du PIB, conséquence de la baisse des termes de l'échange et du repli de l'activité économique en 2020.

En effet, ce retour au déséquilibre des finances publiques en 2020 proviendrait de la **chute de 33% des recettes totales** par rapport aux objectifs initiaux de la loi de finances 2020. La chute des recettes serait de **-45,8%** dans le secteur pétrolier et de **-26%** dans le hors pétrole.

En terme nominal, le Gabon verrait ses recettes chuter d'environ **700 milliards de FCFA**. En dépit de la poursuite des efforts d'ajustement, les dépenses nettes (y compris les dépenses nouvelles liées au Covid-19) se situeraient à **21,3% du PIB**, contre 19,9% du PIB dans la loi de finances 2020.

